



HAL
open science

Au-delà des chiffres : la christianisation à contretemps du Soudan du Sud

Marc-Antoine Perouse de Montclos

► **To cite this version:**

Marc-Antoine Perouse de Montclos. Au-delà des chiffres : la christianisation à contretemps du Soudan du Sud. Working Paper du Ceped #60, Centre Population et Développement. 2024. hal-04687313

HAL Id: hal-04687313

<https://hal.science/hal-04687313v1>

Submitted on 4 Sep 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution 4.0 International License

Au-delà des chiffres : la christianisation à contretemps du Soudan du Sud

Marc-Antoine Pérouse de Montclos

Septembre **2024**

Auteur Author

Marc-Antoine Pérouse de Montclos (perouse@ird.fr) est directeur de recherche à l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD), membre du Ceped.

Citation recommandée Recommended citation

Pérouse de Montclos MA. « Au-delà des chiffres : la christianisation à contretemps du Soudan du Sud », *Working Paper du Ceped*, n°60, Ceped (UMR 196 Université Paris Cité IRD), Paris, Septembre 2024.
<https://doi.org/10.5281/zenodo.13379350> | <http://www.cepel.org/wp>

Ceped Centre Population et Développement

UMR 196 Université Paris Cité IRD
45 rue des Saints-Pères 75006 PARIS, France
<http://www.cepel.org/> • contact@cepel.org

Les Working Papers du Ceped constituent des **documents de travail** portant sur des recherches menées par des chercheurs du Ceped ou associés. Rédigés pour une diffusion rapide, ces papiers n'ont pas été formellement relus et édités. Certaines versions de ces documents de travail peuvent être soumises à une revue à comité de lecture. **Les droits d'auteur sont détenus par les auteurs.**

Ceped Working Papers are **working papers** on current research conducted by Ceped-affiliated researchers. Written for timely dissemination, these papers have not been formally edited or peer reviewed. Versions of these working papers are sometimes submitted for publication in peer-reviewed journals. **Copyrights are held by the authors.**

Au-delà des chiffres : la christianisation à contretemps du Soudan du Sud

Marc-Antoine Pérouse de Montclos^a

Peu étudié en France, le Soudan du Sud a accédé à l'indépendance en 2011 et s'apprête à tenir des élections d'ici la fin 2024. Bien qu'il continue de connaître de fortes tensions, il retient d'autant moins l'attention que les feux de l'actualité sont plutôt braqués sur la guerre au Soudan, au nord. La trajectoire politique du Soudan du Sud mérite pourtant d'être analysée au prisme d'une christianisation très rapide qui peut tout à la fois se lire comme une réponse aux défis de la modernité, une affirmation identitaire et un acte de résistance contre la junte islamiste autrefois au pouvoir à Khartoum. Cette étude revient ainsi sur les succès d'une évangélisation à contretemps dont les représentations font appel à des registres de compréhension assez différents au niveau local, national et global.

« À l'exception de la Corée du Sud au sortir de la Seconde guerre mondiale, aucun autre pays que le Soudan du Sud n'a connu une christianisation aussi rapide de sa population au 20^{ème} siècle. »

Père Gregor Schmidt, Mission Comboni,
communication par email en date du 29 avril 2024

INTRODUCTION : LES SPÉCIFICITÉS DU CAS D'ÉTUDE

Enclavé, difficile d'accès, ravagé par des décennies de conflits armés, le Soudan du Sud constitue le dernier grand réservoir animiste d'Afrique. Sur le plan religieux, il est ainsi réputé avoir connu la christianisation la plus rapide au monde, avec des taux de conversions d'adultes absolument remarquables. Le Soudan, qui plus est, fait traditionnellement figure de symbole du choc des civilisations entre un Nord musulman et un Sud chrétien, même si la lutte pour l'indépendance n'a pas été une guerre de religion. En l'absence de statistiques publiques sur les affiliations confessionnelles de la population, il convient cependant de revenir sur des

^a Ceped (Centre Population et Développement, UMR 196, Paris Cité, IRD, Inserm)

représentations qui se déclinent très différemment au niveau local, national ou global¹.

Dans une première partie, cette étude revient ainsi sur les raisons qui peuvent expliquer la christianisation très rapide du Soudan du Sud. Partant, elle s'intéresse aussi à la production et à l'usage de chiffres qui sont censés appuyer l'observation de phénomènes toujours difficiles à quantifier, notamment pour ce qui concerne l'importance de la minorité musulmane. L'analyse précise également l'évolution de cadres juridiques devenus plus favorables aux libertés religieuses depuis l'indépendance en 2011. Dans un second temps, l'étude remet alors en perspective les données disponibles avec les narratifs dominants sur l'islamisation et la christianisation du Soudan. Très prisée à l'international, la thèse d'un choc des civilisations ne rend pas bien compte des subtilités et des réalités communautaires, sociales et politiques d'un pouvoir qui, à Djouba, a longtemps combattu la junte islamiste de Khartoum et qui, sur le plan confessionnel, a tenté de rester neutre afin de ne pas enflammer les sensibilités religieuses de la population. Aussi surprenant que cela puisse paraître, musulmans et chrétiens cohabitent pacifiquement au Soudan du Sud. Un tel constat n'empêche cependant pas des suspicions partagées et des compétitions infra-religieuses du fait de la montée en puissance des églises pentecôtistes.

LE CONTEXTE GÉNÉRAL

Comprendre l'évangélisation du Soudan du Sud oblige à revenir sur le contexte historique et politique d'un paysage confessionnel profondément marqué par plusieurs décennies de violence guerrière. Relativement au reste de l'Afrique subsaharienne, la christianisation de la zone a en effet

¹ Cette étude a été réalisée dans le cadre du projet Dynrelaf (Dynamiques religieuses en Afrique), financé par le GRIP (Global Research Institute of Paris) à l'Université Paris Cité. Je tiens à féliciter Elisabeth Brasseur pour avoir réussi à créer un nouveau pays dans les bases de données de l'administration française. Grand merci également à Kazimiro Jocondo, Florence Miettaux et Christian Bader pour avoir facilité mon enquête de terrain à Djouba en mai 2024. Enfin, toute ma gratitude va aux interlocuteurs qui m'ont consacré du temps sur place, parmi lesquels le pasteur Zechariah Manyok Briar de l'Episcopal Church, le secrétaire de la province anglicane de Djouba, Peter Garang Deng, le secrétaire général du South Sudan Islamic Council, Sheikh Abdullah Barag Rwal Kout, le père James Oyet Latansio, secrétaire général du South Sudan Council of Churches le révérend Samuel Jok Bany Manding de la Presbyterian Evangelical Church, le directeur du Bureau of Religious Affairs, Telar Cindut Moses, le doyen de la faculté d'études économiques et sociales de l'université de Djouba, Abraham Kuol Nyuon, le révérend Gabriel Gai Riam de la Presbyterian Church et le journaliste John Tanza de Voice of America.

démarré tardivement. L'absence de statistiques publiques sur les affiliations religieuses de la population empêche toutefois de spéculer plus avant sur la pérennité et la ventilation géographique de conversions qui ne tiennent sûrement pas qu'aux dynamiques de la lutte de libération et à l'assouplissement du cadre juridique de l'exercice des cultes depuis l'indépendance en 2011.

L'évangélisation du Soudan du Sud : rappels historiques

La période coloniale

En Afrique subsaharienne, les grandes conversions de masses au christianisme ou à l'islam se sont généralement produites du temps de la colonisation. Au Congo belge, le pourcentage de chrétiens est ainsi passé en trente ans de 10% de la population en 1930 à 40% à la veille de l'indépendance en 1959². Mais il en est allé autrement au Soudan britannique, territoire voisin. La christianisation des sociétés traditionnelles du Sud y a en effet démarré à contretemps, à retardement en quelque sorte, bien après l'indépendance en 1956. Et pour cause : les missionnaires venus d'Égypte, d'Ouganda et du Congo belge ont eu les plus grandes difficultés à pénétrer un pays enclavé, sans routes et immense, vaste comme le Royaume Uni, l'Allemagne et la Hollande combinés. Soucieux d'éviter des compétitions contre-productives, ils se sont partagés le territoire en zones d'influence³. Les catholiques se sont implantés dans le Bahr el Ghazal, les anglicans de l'*Episcopal Church* en Equatoria, les missionnaires de la *Sudan Interior Mission* (la SIM, devenue la *Sudan Interior Church*) à Renk, près de la frontière actuelle du Nord-Soudan, et les presbytériens dans le Haut Nil, en particulier dans la région de Pibor en direction de l'Éthiopie. Mais leurs efforts de conversion, conjugués à ceux des aumôniers des troupes coloniales, n'ont guère été couronnés de succès.

De leur côté, les Britanniques ont interdit le Sud aux musulmans du Nord, contribuant ainsi à diviser le pays suivant des clivages religieux, ethniques et culturels en vertu d'une politique dite des « districts fermés » (*closed districts*) qui a commencé à être mise en œuvre au début des années 1930. L'idée, ce faisant, était de désamorcer des troubles potentiels et d'organiser à moindre coût l'administration d'une population foncièrement hostile aux Arabes et leurs razzias esclavagistes d'antan. Les

² Baur, John [1998], 2000 years of Christianity in Africa, Nairobi, Paulines, p.444.

³ Fath, Sébastien, « Les missions chrétiennes et la construction du Sud-Soudan, l'exemple de Wau (Bahr El Ghazal) », *Afrique Contemporaine* n°246, 2013, pp.99-110.

Britanniques, qui plus est, étaient obnubilés par le souvenir traumatisant de la rébellion islamiste du Mahdi (un « messie » autoproclamé) qui avait débouché sur la prise de Khartoum et la mise à mort du général Gordon Pacha en 1885. Attentifs à prévenir tout phénomène d'arabisation et de prédication islamique susceptible de rallumer des protestations anticoloniales, ils veillèrent donc à préserver l'ordre traditionnel de sociétés dites « païennes ». Au sud, ils imposèrent par exemple l'anglais comme langue de l'administration et d'enseignement dans le primaire⁴.

Déjà islamisé, le nord du Soudan a quant à lui connu un sort très différent. L'usage de l'arabe dominait l'administration locale et, comme dans le nord du Nigeria, les Britanniques ont restreint les activités des missionnaires chrétiens afin de ne pas troubler leur alliance avec les émirs du cru dans le cadre d'un système d'administration indirecte, l'*indirect rule*⁵. A l'indépendance en 1956, le Soudan présentait ainsi de forts déséquilibres qui, à défaut d'une fédéralisation du pays, allaient déboucher sur une première guerre civile jusqu'à la signature d'accords de paix à Addis-Abeba en 1972. Les différents régimes civils et militaires qui se sont alors succédés à Khartoum ont tous essayé, à des degrés divers, d'arabiser le Sud, une tendance qui a pris encore plus d'ampleur avec l'arrivée au pouvoir d'une junte islamiste en 1989.

Les raisons d'une christianisation très rapide dans le Sud

Paradoxalement, cependant, l'expulsion des missionnaires blancs en 1964 a favorisé les conversions à la chrétienté en précipitant l'émergence d'un clergé africain qui a pris la suite⁶. Plusieurs raisons expliquent ainsi le succès foudroyant de campagnes d'évangélisation qui ont pleinement pris leur essor lors de la deuxième guerre civile qui a démarré en 1983 sous l'égide d'une guérilla d'inspiration marxiste, la SPLA (*Sudan People's Liberation Army*) de John Garang. Comme en Centrafrique, autre terre victime des razzias esclavagistes de musulmans venus du Sahel, les populations du sud, d'abord, étaient rétives à toute tentative d'islamisation forcée de la part d'un oppresseur multiséculaire. Entre 1969 et 2019, les efforts de prédication (*dawa*) des dictatures de Jaafar Nimeiry puis Omar el-Béchir se sont donc limités à quelques villes-garnisons et n'ont pas

⁴ Sanderson, Lilian Passmore & Neville [1981], *Education, religion and politics in Southern Sudan, 1899-1964*, Londres, Ithaca Press, 511p.

⁵ Sharkey, Heather [2002], "Christian Among Muslims: The Church Missionary Society in the Northern Sudan", *The Journal of African History* vol.43, n°1, pp.51-75.

⁶ Sheikh Abdullah Barag Rwal Kout, secrétaire général du South Sudan Islamic Council, interview à Juba, 21/5/24.

réussi à gagner des campagnes qui leur étaient très largement restées fermées dans le cadre de la politique des *closed districts* du colonisateur⁷. En pratique, le prosélytisme des militaires a même pu être contreproductif pour la minorité musulmane à Djouba. En effet, observe-t-on sur place, Khartoum a surtout promu les musulmans arabes du nord mais pas leurs coreligionnaires noirs du sud, qui ont pâti de leur assimilation à l'opresseur⁸.

Dans un tel contexte, les conversions à la chrétienté ont pour beaucoup été un acte de résistance et d'affirmation identitaire tout à la fois. Partant, elles ont aussi été un moyen de répondre aux défis de la modernité et de monter dans la hiérarchie sociale en ayant accès aux écoles des missions dans un pays dont le taux d'illettrisme dépassait les 75%⁹. Aux yeux des Anciens, la chrétienté a ainsi été perçue comme une « religion d'étudiants »¹⁰. Les hostilités, qui plus est, ont exacerbé des besoins de protection physique et spirituelle que les religions traditionnelles ne satisfaisaient plus. En témoignent les campagnes de destruction des fétiches (*jok*) qui s'étaient révélés incapables de défendre efficacement les Dinka contre les attaques des Nuer ralliés au gouvernement de Khartoum à partir de 1991. Les déplacements forcés de population ont également joué un rôle important. Appelée Anyanya, la première guerre civile, en l'occurrence, avait été moins dévastatrice car elle s'était surtout déroulée dans les marges frontalières. Mais à partir de 1983, la deuxième phase de la rébellion et, surtout, l'implosion de la SPLA en 1991 ont déplacé les combats à l'intérieur du Soudan et ont précipité un plus grand nombre de réfugiés vers des pays voisins qui étaient tous à dominante chrétienne, que ce soit au Kenya, en Ouganda ou en Ethiopie.

La dimension matérielle n'a pas été négligeable non plus. En exil ou au Soudan, les églises ont en effet fourni des secours qui ont pu attirer les populations dans le besoin. Certaines sont allées jusqu'à se doter de leur propre branche humanitaire, à l'instar de l'ONG anglicane SUDRA (*Sudan Development and Relief Association*). D'autres ont uni leurs efforts au sein de collectifs. À la suite des accords de paix d'Addis-Abeba en 1972, la fin

⁷ Ainsi, la plupart des 400 mosquées affiliées au *South Sudan Islamic Council* à Juba se situent encore aujourd'hui dans des bourgades de l'Equatoria, qui a été plus épargné par les combats, et du Bahr el Gazal, qui est limitrophe du Soudan à dominante musulmane.

⁸ Entretien à Djouba le 21 mai 2024.

⁹ Schmidt, Gregor [Janv. 2021], "The Church's Commitment to Reconciliation in South Sudan", *Sudan Studies* n°63, pp.72-85.

¹⁰ Entretien à Djouba le 21 mai 2024.

des combats et le retour des réfugiés ont par exemple conduit le Conseil œcuménique des églises du Soudan, le SCC (*Sudan Council of Churches*), à mettre en place depuis Khartoum un organisme dédié, la *Commission on Relief and Rehabilitation*, pour distribuer des vivres d'un montant de 600 000 dollars avec le soutien de son homologue kenyane, le NCKK (*National Council of the Churches of Kenya*). L'année suivante, encore, le SCC bénéficiait d'un budget de deux millions de dollars pour réhabiliter les églises détruites pendant la guerre et construire des écoles ou des dispensaires de santé destinés à accueillir les rapatriés dans le cadre de programmes dirigés par un Kenyan, Bethuel Kiplagat, et financés par des ONG confessionnelles, en l'occurrence avec les Allemands de *Bread for the World*, les Danois de *Danchurchaid*, les Norvégiens de *Norwegian Church Relief*, les Britanniques de *Christian Aid*, les Suisses du *Lutheran World Relief* et les Américains du *Church World Services*¹¹. Dans le même ordre d'idées, le SCC a participé en 1981 à la formation d'une plate-forme d'aide œcuménique, l'ERD (*Emergency Relief Desk*)¹².

Au vu de la persistance des croyances « animistes », l'implication des églises dans la fourniture d'une assistance humanitaire a cependant posé des questions sur la sincérité et la pérennité de conversions parfois suspectées d'opportunisme afin de surmonter les épreuves matérielles de la guerre. De fait, des déplacés venus se réfugier à Khartoum ont embrassé la foi islamique pour trouver du travail et assurer leur subsistance. Comme ils le disaient à l'auteur au cours d'enquêtes menées à la fin des années 1990, certains se présentaient ainsi comme « musulmans le jour et chrétiens la nuit »¹³. De leur côté, des musulmans vivant dans les zones libérées par la SPLA sont devenus chrétiens pour garantir leur tranquillité et échapper aux suspicions¹⁴.

La fluidité des affiliations confessionnelles est restée d'actualité après l'indépendance du Soudan du Sud, obtenue à la suite d'un référendum

¹¹ Werner, Roland, Anderson, William & Wheeler, Andrew [2000], *Day of Devastation, Day of Contentment: The History of the Sudanese Church across 2000 Years*, Nairobi, Paulines, 687p.

¹² Bennett, Jon (ed.) [1995], *Meeting Needs: NGO Coordination in Practice*, London, Earthscan, 190p.

¹³ Leur syncrétisme et la versatilité de leurs affiliations confessionnelles n'étaient d'ailleurs pas une nouveauté en soi. Historiquement, par exemple, des convertis musulmans avaient continué pendant longtemps de pratiquer des baptêmes par immersion après la disparition du royaume chrétien de Nubie au 15^{ème} siècle. Cf. Pérouse de Montclos, Marc-Antoine, « Migrations forcées et urbanisation : le cas de Khartoum », *Les dossiers du Ceped* n°63 sept. 2001, 60p.

¹⁴ Entretien à Djouba le 21 mai 2024.

organisé sous l'égide de la communauté internationale en 2011. A l'époque, on a évoqué quelques cas de commerçants musulmans convertis à la chrétienté pour échapper à d'éventuelles représailles dans des bourgades de province. Aujourd'hui encore, beaucoup s'interrogent sur la superficialité des ralliements aux églises pentecôtistes. La théologie de la prospérité relève en effet du spectacle quand elle met en scène des miracles susceptibles d'émerveiller les pauvres. En témoigne par exemple le succès à Djouba des croisades de la *Holiness and Repentance Church* du prophète kenyan David Owuor, un émule du pasteur nigérian Temitope Balogun Joshua.

Les données démographiques sur les affiliations religieuses : des chiffres « sortis du chapeau »

Les doutes sur la profondeur des conversions aux deux principales religions du Livre invitent ainsi à interroger les statistiques mobilisées par des hommes d'église selon qui la part de chrétiens serait passée de 20% de la population du Soudan du Sud en 1980 à 70% en 2000, avec des pourcentages qui auraient littéralement explosé de 15% à 90% chez les Dinka de la région de Bor pendant la même période¹⁵. En général, les chiffres cités par les chercheurs sont peu ou pas du tout sourcés. Selon certains, l'ensemble du Soudan comptait quelques trente millions d'habitants au recensement de 1993, dont 62% de musulmans, 22% d'adeptes des religions traditionnelles et 16% de chrétiens. Mais ces proportions étaient très différentes si l'on réduisait la focale sur les seules régions du sud, où 48% de la population était censée être baptisée, ceci sans même inclure les réfugiés dans les pays voisins¹⁶.

La guerre, les déplacements qu'elle a entraînés et les découpages successifs du territoire ont singulièrement compliqué la donne. Avant la conclusion d'un accord de paix général en 2005, on a en effet assisté à de fortes variations du paysage confessionnel du fait de l'installation au sud de fonctionnaires, de soldats et de commerçants musulmans en provenance des régions septentrionales du pays, pendant que les chrétiens de la zone allaient se réfugier au nord. S'appuyant sur des études qu'elle ne citait pas, la chercheuse américaine Jacqueline Wilson estimait ainsi que

¹⁵ Wheeler (Rev.), Andrew [2005], "Finding Meaning Amid the Chaos. Narratives of Significance in the Sudanese Church", in Kastfelt, Niels (ed.), *Religion and African Civil Wars*, Londres, Hurst, p.76.

¹⁶ Riam, Gabriel Gai [2022], *Christian-Muslim Relations in Sudan, a study of the relationship between Church and State (1898-2005)*, Bloomington, Westbow Press, p.2-3.

les musulmans constituaient entre 18% et 35% de la population de l'actuel Soudan du Sud au tout début des années 2000, mais que ce pourcentage avait ensuite diminué quand un bon nombre d'entre eux étaient repartis au nord après l'indépendance en 2011, surtout pendant les combats de 2013¹⁷. De son côté, le secrétaire général du *South Sudan Islamic Council* à Djouba se basait sur un sondage du SCC qu'il n'était pas en mesure de fournir et de dater pour soutenir qu'autrefois, le Soudan du Sud comptait 18% de musulmans et 17% de chrétiens¹⁸. Selon lui, ces taux seraient ensuite montés à 25% et 40% respectivement, entre autres du fait de l'afflux de centaines de milliers de réfugiés musulmans du nord depuis la reprise des combats au Soudan en 2023.

Il n'y a pas de chiffres officiels à ce sujet. Depuis son indépendance, le Soudan a conduit cinq recensements en 1956, 1973, 1983, 1993 et 2008. Depuis lors, il n'y en a plus eu aucun, ni au nord, ni au sud. De plus, les autorités n'ont guère cherché à évaluer le poids des affiliations religieuses de la population. Héritage colonial, elles ont plutôt posé des questions sur les appartenances tribales aux recensements de 1993 et, surtout, 1956, à une époque où les nationalistes au pouvoir à Khartoum se préoccupaient beaucoup de la présence de groupes d'origine étrangère, notamment des éleveurs et des cultivateurs en provenance du Nigeria. D'un point de vue politique, l'enjeu des dénombrements de population a essentiellement été communautaire en vue de se partager les prébendes de l'Etat. A la différence du Nigeria, l'absence de statistiques officielles sur les affiliations confessionnelles ne semble pas avoir répondu au souci de désamorcer des tensions sur des sujets religieux toujours sensibles¹⁹. Au contraire, la junte islamiste arrivée au pouvoir en 1989 a organisé en 1993 le seul recensement qui ait jamais posé des questions sur les croyances de la population. Les résultats de l'exercice, qui devait tabler sur une écrasante majorité de musulmans, ont alors correspondu au narratif officiel des autorités en dépit des limites d'opérations de dénombrement qui se sont déroulées en pleine guerre civile et qui, d'après la documentation officielle, n'ont pu être réalisées que dans les plus grandes villes des trois États à l'époque constitutifs du Soudan du Sud.

À mesure qu'avançaient les négociations de paix entre Khartoum et la SPLA, le bureau des affaires religieuses à Djouba a ensuite demandé que

¹⁷ Wilson, Jacqueline [2019], *The Religious Landscape in South Sudan*, Washington, United States Institute of Peace, p.39.

¹⁸ Entretien avec Sheikh Abdullah Barag Rwal Kout à Djouba le 21 mai 2024.

¹⁹ Pérouse de Montclos, Marc-Antoine [Mars 2022], « Les enjeux politiques de la démographie des religions au Nigeria », Paris, *Working Paper du Ceped* n°51, 12p.

le prochain recensement comprenne des questions sur les affiliations confessionnelles de la population. Mais le gouvernement du Soudan s'y est refusé, peut-être par crainte de révéler l'échec de ses campagnes d'islamisation au sud et l'importance du nombre de chrétiens réfugiés au nord. Quant à la SPLA, elle s'est retirée au dernier moment du processus, quatre jours avant le début des opérations, en se plaignant de ce que l'immense majorité des agents de recensement étaient musulmans. Selon ses porte-paroles, les conditions de sécurité n'étaient pas réunies pour garantir un accès équilibré aux 9 000 zones de dénombrement du sud, contre 40 000 au nord. Initialement prévu en 2003, le recensement qui s'est finalement tenu en 2008 n'a donc comporté aucune question « religieuse » et a essentiellement servi à organiser le référendum d'indépendance de 2011.

Depuis lors, le manque de moyens, l'absence de volonté politique et les guerres fratricides qui ont ensanglanté le Soudan du Sud ont empêché de renouveler l'exercice. En 2021, les Nations unies ont conduit avec le bureau national des statistiques une enquête (*population estimation survey*) qui, elle non plus, ne comportait aucune question sur les affiliations confessionnelles de la population. Mais ses résultats ont été très contestés car ils répondaient aux attentes des Dinka qui dominaient la SPLA et qui se disaient majoritaires à l'échelle du pays, par opposition aux Nuer²⁰. Quant aux autres dispositifs de sondage de la communauté internationale, ils n'ont pas non plus traité des affiliations confessionnelles de la population, qu'il s'agisse des enquêtes de type MICS (*Multiple Indicator Cluster Survey*) en 1999 puis 2010 ou DHS (*Demographic Health Survey*) en 1989, la dernière en date, qui couvrait tout le Soudan.

À défaut, les statistiques circulant sur les affiliations confessionnelles sont donc venues d'autres sources, notamment des Etats-Unis, un pays toujours très attentif aux questions de liberté religieuse. À partir de chiffres cités par le *Pew Research Center* et tirés de la *World Religion Data Base*, le département d'Etat américain a ainsi mentionné des proportions d'environ 61% de chrétiens, 6% de musulmans et 33% d'adeptes de religions traditionnelles pour une population totale de 11 millions d'habitants à l'échelle du Soudan du Sud en 2020²¹. De leur côté, certaines

²⁰ Mayai, Augustino Ting, Martin Abucha & Jok Madut Jok [2014], *The 2015 National Census and Elections: An Analysis of President Kiir's Announcements*, Juba, Sudd Institute, 17p.

²¹ Office of International Religious Freedom [2022], *South Sudan International Religious Freedom Report*, Washington, US Department of State, 8p. Accès : <https://www.state.gov/reports/2022-report-on-international-religious-freedom/south-sudan>

églises ont produit leurs propres statistiques. Sur son site Internet, par exemple, le clergé catholique annonçait 1 980 000 fidèles en 2019 dans le seul archidiocèse de Djouba, qui ne comprenait pas les diocèses de Wau, Rumbek, Malakal, Tombura-Yambio, Yei et Torit²². Quant aux Anglicans, ils évoquaient un chiffre précis de 4 131 189 baptisés en vertu d'un sondage réalisé en 2018²³.

Ces statistiques, en l'occurrence, ont parfois alimenté les compétitions entre églises. Des prélats anglicans ont par exemple prétendu que leur communion rassemblait jusqu'à quatre millions de fidèles pratiquants, réfugiés compris, contre 1,5 million pour les catholiques²⁴. D'autres, en revanche, ont soutenu que les catholiques formaient la première dénomination chrétienne du pays, suivis des anglicans et des presbytériens. D'aucuns, enfin, ont moqué cette bataille des chiffres pour savoir quelle église comptait le plus grand nombre d'ouailles. « Chacun prétend être le plus gros », résumait l'un d'eux avec une pointe d'ironie²⁵.

Des garanties constitutionnelles sur les libertés religieuses

Les statistiques sur les affiliations confessionnelles des Soudanais ont également revêtu une dimension politique et juridique. L'article 16(a) de la Constitution de 1973 proclamait par exemple que « la majorité de la population » de la République démocratique du Soudan était musulmane. De même, l'article 1 de la Constitution de 1998 mentionnait l'islam comme « la religion de la majorité de la population ». Partant, une telle prééminence devait justifier une islamisation de la législation et du droit. En 1986, le Premier ministre Sadeq al-Mahdi légitimait ainsi l'imposition de la charia en arguant que la population était majoritairement musulmane²⁶.

Officiellement, toutes les constitutions soudanaises ont défendu la liberté de croyance. Du temps de la dictature « socialiste » de Jaafar Nimeiry, cependant, celle de 1973 ne reconnaissait que deux religions, l'islam et la chrétienté. Rédigé sous la houlette de la junte islamiste d'Omar

²² <https://archdioceseofjuba.org/statistics/>

²³ Entretien avec le secrétaire de la province anglicane de Djouba, Peter Garang Deng, le 24 mai 2024.

²⁴ Entretien à Djouba le 20 mai 2024.

²⁵ Entretien à Djouba le 25 mai 2024.

²⁶ Riam, Gabriel Gai [2022], *Christian-Muslim Relations in Sudan, a study of the relationship between Church and State (1898-2005)*, Bloomington, Westbow Press, p.104.

el-Béchar, l'article 25 de la Constitution de 1998 proclamait quant à lui la liberté de croyance des citoyens en contredisant les dispositions du code pénal de 1991 qui condamnait les apostats musulmans à la peine capitale. De son côté, la SPLA insistait dans l'article 24(c) de son manifeste de 1983 sur la nécessité de séparer l'Etat de la mosquée et de l'église pour construire un Nouveau Soudan débarrassé de toute discrimination d'ordre ethnique, politique ou confessionnel. Suite à la signature au Kenya d'un accord de paix général avec Khartoum, l'article 8 de la Constitution provisoire de 2005, qui a été repris tel quel dans la Constitution du Soudan du Sud en 2011, allait ainsi proclamer la séparation de l'Etat et de la religion.

Après l'indépendance, certains chrétiens n'en ont pas moins reproché à la SPLA de violer sa neutralité confessionnelle lorsqu'en 2014, le président Salva Kiir a voulu rassurer la minorité musulmane en finançant des mosquées, des écoles coraniques et des pèlerinages à La Mecque. En principe, l'article 8 de la Constitution de 2011 obligeait les autorités à traiter équitablement toutes les communautés de croyances. Mais en pratique, la situation n'a pas toujours été équilibrée. Optionnels, les enseignements religieux dans le public au niveau du secondaire et de l'université, par exemple, ont parfois été restreints à une introduction au catéchisme car le gouvernement à Djouba n'avait pas les moyens de financer à parité des cours coraniques.

Avant l'indépendance du Sud, cependant, c'est depuis Khartoum que les interférences politiques dans l'exercice des cultes ont été les plus pesantes. En vertu d'une loi de 1988, l'*Alien Voluntary Organisation Act*, qui a remplacé le *Missionary Act* de 1962, un décret présidentiel de 1994 a en effet essayé de séculariser et transformer les églises en associations enregistrées auprès du ministère de la planification sociale afin de donner à la junte un droit de regard sur la gestion de leurs comptes et des fonds octroyés par la communauté internationale. Réunis en assemblée générale sur une base biennale, les membres constitutifs du SCC ont alors essayé de résister en refusant d'être assimilés à des ONG laïques. A l'époque, seuls leurs départements de la santé et de l'assistance humanitaire ont accepté de déposer des statuts officiels pour pouvoir continuer à fonctionner. Il a fallu attendre la Constitution de 1998 pour que les organisations religieuses, linguistiques et culturelles du Soudan soient officiellement autorisées et reconnues par Khartoum du moment qu'elles ne discriminaient pas les destinataires de leur aide en fonction de leur race, de leur ethnie, de leur sexe, de leur classe sociale ou de leur origine géographique.

LES DISCOURS SUR L'ISLAMISATION OU LA CHRISTIANISATION DU SOUDAN : UNE MISE EN PERSPECTIVE

Dans un tel contexte, la guerre du Soudan, une des plus longues d'Afrique, a souvent été comprise à l'aune d'un choc des civilisations entre un Nord musulman et un Sud chrétien. A l'international, en particulier, des lobbies évangélistes et pseudo-humanitaires ont véhiculé des représentations très stéréotypées qui, comme dans le nord du Nigeria, ont parfois débouché sur le récit d'un génocide de chrétiens commis, en l'occurrence, par une junte islamiste. Au niveau du Soudan du Sud, cependant, les interprétations du conflit ont généralement été plus nuancées. Aujourd'hui, le défi est plutôt de savoir quel rôle politique les églises peuvent jouer pour tempérer les ardeurs guerrières, autoritaires et prédatrices d'un gouvernement tenu par les caciques de la SPLA²⁷.

Au niveau international, une lecture dominée par la thèse du choc des civilisations

Esclavage et génocide : le cas de CSI (Christian Solidarity International)

Indéniablement, de nombreux Soudanais du Sud ont assimilé la répression de la junte islamiste d'Omar el-Béchir à une forme de djihad, tandis que des Soudanais du Nord devaient dénoncer les croisades des églises missionnaires venues d'Occident²⁸. Mais c'est surtout dans les pays occidentaux que la thèse d'un choc de civilisations a rencontré un grand écho. Pour outrancier qu'il soit, le cas de CSI (*Christian Solidarity International*) retient ainsi l'attention car il a bien résumé à lui seul tous les enjeux des narratifs opposant le Nord et le Sud du Soudan. Lancée par un pasteur suisse en 1977, cette ONG très marquée à droite a en l'occurrence développé un discours identifiant l'islam et le communisme comme les principales causes de persécution des chrétiens dans le monde²⁹.

²⁷ Le Soudan du Sud n'a tenu aucune élection depuis son indépendance en 2011. A l'heure où nous écrivons ces lignes, le président Salva Kiir était censé organiser un scrutin d'ici la fin de l'année 2024. Son objectif était notamment de s'affranchir des divers accords de paix qui l'avaient obligé à s'entourer de cinq vice-présidents pour se partager une rente pétrolière estimée à 250 millions de dollars par mois, à hauteur de 5 millions de dollars pour chacun d'entre eux.

²⁸ Riam, Gabriel Gai [2022], *Christian-Muslim Relations in Sudan, a study of the relationship between Church and State (1898-2005)*, Bloomington, Westbow Press, p.104.

²⁹ Dans ses rangs, CSI a notamment compté des personnalités telles que Caroline Cox, la fondatrice de sa section britannique et une baronne qui avait été anoblie par le gouvernement conservateur de Margaret Thatcher avant de créer sa propre organisation, CSW (*Christian Solidarity Worldwide*). CSI a également été soutenue par

Historiquement, elle a d'abord repris à son compte le combat de groupes comme « La Voix des Martyrs » (*Voice of the Martyrs*), qui avait été fondé du temps de la guerre froide par un prêtre catholique roumain, Richard Wurmband, sous le nom de *Jesus to the Communist World* en 1967³⁰. Au cours des années 1990, elle a ensuite étendu son plaidoyer aux pays en développement et a participé d'une rhétorique globale qui a insisté sur la nature divine des droits de l'homme avec les évangélistes américains de la NAE (*National Association of Evangelicals*) et des ONG chrétiennes telles que CFI (*Christian Freedom International*), ICC (*International Christian Concern*) et CSW (*Christian Solidarity Worldwide*).

Concernant plus particulièrement le Soudan, CSI a conspué launte islamiste de Khartoum au nom de la « guerre contre le terrorisme » et de la défense des libertés religieuses tout à la fois. Au moment où les Etats-Unis s'engageaient de plus en plus aux côtés de la SPLA pour combattre une dictature proche d'Oussama ben Laden, l'ONG a bénéficié d'une conjoncture favorable à partir de 2001, quand le président George Bush Junior a assimilé les droits de l'homme à une création et un commandement de Dieu. Dans une perspective où l'État devenait le garant des libertés religieuses et non plus des libertés contre les autorités religieuses, CSI a alors pu développer pleinement un narratif évoquant le « génocide » des chrétiens du Soudan du Sud. À partir de 2004, l'ONG a également démarré une campagne contre les massacres au Darfour, dont les victimes musulmanes devaient servir à souligner l'ampleur des atrocités commises par Khartoum contre les civils en général.

Au-delà des seuls cercles chrétiens, la force de CSI a ainsi été d'élargir son audience en mobilisant des sources laïques telles que l'article 18 de la déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 sur la liberté de religion. Aux Etats-Unis, par exemple, sa campagne contre le « génocide » du Darfour a débouché sur la formation d'une coalition où l'on a aussi trouvé des lobbies juifs et des députés républicains ou démocrates. A l'occasion, les outrances de CSI n'en ont pas moins suscité la controverse. Fin 1999, notamment, l'ONG a été exclue du Conseil économique et social

Erik Prince, un calviniste américain converti au catholicisme, un membre de l'aile droite du parti républicain et un ancien officier de marine qui avait lancé et dirigé Blackwater, une des principales compagnies militaires privées des Etats-Unis, active en Azerbaïdjan, en Irak, en Afghanistan, au Pakistan, en Israël et à Haïti avec des financements de la CIA et du ministère de la Défense. Cf. Pelton, Robert Young [2006], *Licensed to kill : hired guns on the war on terror*, New York, Crown Publishers, 358p.

³⁰ Castelli, Elizabeth [2006], « Théologiser les droits de l'homme », *Vacarmes* n°34, pp.196-200.

des Nations unies pour avoir invité à s'exprimer en son nom le chef d'un mouvement de lutte armée, à savoir John Garang de la SPLA, devant la Commission des droits de l'homme de l'ONU à Genève. Dans le même temps, CSI a été très critiqué par l'UNICEF (*United Nations International Children's Emergency Fund*) et des organisations anglo-saxonnes comme *Human Rights Watch*, *Save the Children* ou *Anti-Slavery International*. Au Soudan, l'ONG suisse a en effet contribué à alimenter et perpétuer les trafics d'esclaves en rachetant des gens qui étaient parfois capturés à dessein par des miliciens dinka du Sud pour les revendre au meilleur prix à des Occidentaux afin de pouvoir s'acheter des armes et des véhicules de combat³¹.

*Une réalité beaucoup plus nuancée :
la SPLA, du marxisme éthiopien au soutien américain*

En réalité, les affrontements qui ont opposé la SPLA au gouvernement de Khartoum n'ont pas été une guerre de religion entre musulmans et chrétiens³². John Garang ne s'est pas battu pour l'indépendance mais pour la construction d'un Nouveau Soudan où les droits des populations du Sud auraient été pleinement respectés. Au fil du temps, la SPLA a ainsi pu étendre son combat vers le Darfour, s'allier à des partis d'opposition du Nord et compter dans ses rangs des musulmans comme le général El-Tahir Bihor, qui prendra la direction du *New Sudan Islamic Council*, ou Yasir Saed Arman, un Arabe de Khartoum qui fut un moment le candidat du mouvement au moment des élections générales de 2010, juste avant l'indépendance. De son côté, la junte islamiste d'Omar el-Béchir n'a pas hésité à soutenir des milices nuer au Sud et même, en Ouganda, une guérilla intégriste chrétienne, la LRA (*Lord Resistance Army*), pour dissuader Kampala d'armer les hommes de John Garang.

À ses débuts en 1983, la SPLA était d'ailleurs assez hostile aux églises et aux missionnaires occidentaux. À défaut d'interdire à ses partisans d'aller à la messe, elle se devait en effet d'adhérer à l'idéologie marxiste du régime de Mengistu Haile Mariam qui l'avait accueillie en Éthiopie. La religion faisait figure d'opium du peuple et, en 1985, John Garang avait justement reproché à la dictature de Jaafar Nimeiry d'avoir manipulé les croyances des musulmans et des chrétiens pour diviser le Soudan suivant des clivages raciaux opposant des Arabes « blancs » au Nord et des

³¹ Johnson, Douglas H. [2003], *The Root Causes of Sudan's Civil Wars*, Londres, James Currey, 234p.

³² Pérouse de Montclos, Marc-Antoine, « Le Soudan : une guerre de religions en trompe-l'œil », in CEAN (ed.), *L'Afrique politique 2002*, Paris, Karthala, 2003, pp.33-49.

Africains « noirs » au Sud. Dans les maquis de la SPLA, des commandants de la guérilla reprochaient par ailleurs aux évangélistes locaux de troubler l'ordre social en détruisant les fétiches traditionnels et en conspuant les valeurs ancestrales de la population.

À partir de 1991, la chute de la dictature Mengistu, la perte du soutien éthiopien et l'implosion de la rébellion en diverses factions adverses ont cependant obligé le mouvement de John Garang à rechercher le soutien des églises occidentales et à se rapprocher des Américains dans le cadre d'une guerre globale contre le terrorisme djihadiste après les attentats d'al-Qaïda contre l'ambassade des Etats-Unis à Nairobi en 1998. À l'intérieur du Soudan, les prétentions de la SPLA à proposer une alternative de gouvernement ont aussi incité la guérilla à s'appuyer de plus en plus sur les ONG chrétiennes pour scolariser la population et fournir des services publics de base. Dans le même ordre d'idées, le mouvement de John Garang a encouragé le développement de structures ecclésiales parallèles en vue de dupliquer le SCC, qui était devenu un interlocuteur officiel de Khartoum et qui avait toutes les peines du monde à résister aux pressions des militaires l'obligeant à organiser des processions religieuses pour célébrer les avancées de l'armée et la conquête de territoires repris aux rebelles dans le Sud.

Fin 1989, un *New Sudan Council of Churches*, le NSCC, a ainsi été lancé dans un camp de réfugiés en Éthiopie avec des évêques catholique et anglican, Paride Taban et Nathaniel Garang, pour président et vice-président. Officialisée début 1990, cette organisation a tenu en 1991 sa première assemblée générale à Torit, fief de la SPLA, et s'est développée sous la direction d'un Américain de l'Église des Brethren, Roger Schrock, qui avait d'abord travaillé pour le SCC et qui a bientôt cédé la place à un Soudanais, Haruun Lual Ruun, en 1995. Au fil du temps, les relations avec la SPLA n'ont cessé de s'améliorer, en particulier quand le NSCC s'est publiquement engagé en faveur de la lutte de libération lors d'une réunion présidée par l'évêque Joseph Marona en présence de John Garang à Kajiko au sud de Yei en 1997. Parallèlement, les rebelles se sont dotés d'un Bureau des affaires religieuses en 2003 et ont facilité la création d'un *New Sudan Islamic Council* qui allait prendre le nom de *South Sudan Islamic Council* à l'indépendance en 2011.

John Garang, un Dinka anglican, a ainsi pris soin de privilégier une approche œcuménique, à la différence de son grand rival Riak Machar, un Nuer presbytérien et un dissident qui s'est présenté comme un chrétien pratiquant lorsqu'il a fondé sa propre faction en 1991. En effet, la SPLA comptait des musulmans et se battait pour un Nouveau Soudan, plutôt

que pour l'indépendance du Sud et la défense des chrétiens en particulier. Sur le plan politique, le mouvement a donc continué de professer un agenda laïc en dépit de l'intégration dans ses rangs d'aumôniers formés par le NSCC. Durant les pourparlers de Machakos puis Naivasha qui, depuis le Kenya, devaient conduire à la signature d'un accord de paix général avec Khartoum en 2005, il a par exemple demandé, en vain, la création d'une nouvelle capitale sur un terrain neutre où la charia n'aurait pas été appliquée et où toutes les communautés du Soudan auraient pu se retrouver.

Au niveau national et gouvernemental

Un gouvernement prédateur et « laïc » mais soucieux de ne pas enflammer les sensibilités religieuses

Par la suite, la SPLA a certes commencé à endosser une option séparatiste après la mort accidentelle de John Garang, remplacé au pied levé en 2005 par Salva Kiir Mayardit, un Dinka catholique. Au fil du temps, certains tribuns de la guérilla n'ont alors plus hésité à faire ouvertement référence aux évangiles et le référendum d'indépendance de 2011 a fini par être assimilé à la nécessaire séparation d'Abraham et de son frère Loth dans la Genèse³³. Pour autant, la SPLA n'a pas renoncé à son agenda laïc et a évité de trop s'immiscer dans l'organisation des cultes. Le ministère de l'éducation nationale, par exemple, n'a pas cherché à encadrer les enseignements religieux des écoles confessionnelles privées, chrétiennes comme musulmanes. Jamais élu, le gouvernement du président Salva Kiir a quant à lui essayé de préserver sa neutralité confessionnelle afin de ne pas enflammer les sensibilités religieuses de la population. Ainsi, il s'est entouré de musulmans comme Hussein Abdelbagi et Tut Kew Jatluak, qui ont respectivement été nommés vice-président en 2020 et conseiller à la sécurité nationale en 2016 [voir l'encadré]. Dans le même ordre d'idées, en 2016, le président Salva Kiir a créé un poste de conseiller aux affaires musulmanes qui a été attribué à un religieux, Sheikh Juma Saeed Ali, et il a confié le poste de conseiller aux affaires religieuses, auparavant occupé par un chrétien, au général Al Tahir Bihor Lueth Abdalla Ajak, qui avait été le premier secrétaire général du *South Sudan Islamic Council* à l'indépendance en 2011.

³³ Mading, Samuel [2024], *The Sudanese Religious conflicts: The Religious Role in the Emergence of the South Sudan Republic*, Osborne Park (WA), Africa World Books, p.171.

Encadré 1. Des musulmans dans un gouvernement SPLA

Dinka à la tête d'une milice opposée à la SPLA, Hussein Abdelbagi a été intégré au gouvernement dans le cadre d'un plan de réconciliation nationale à la suite d'un énième accord de paix. Son père, 'Abd al-Baqi, était un sultan de la région du Bahr al-Ghazzal qui, à l'indépendance en 2011, avait mené une rébellion armée pour réclamer l'introduction d'un quota de 30% du budget de Djouba en faveur des minorités musulmanes du Soudan du Sud qui se plaignaient d'être discriminées par les sudistes et les nordistes tout à la fois, les premiers parce qu'ils les considéraient comme des citoyens de seconde classe, les seconds parce qu'ils mettaient en doute l'authenticité de leur foi³⁴.

Issu des réseaux sécuritaires du Nord, Tut Kew Jatluak a quant à lui été nommé auprès de Salva Kiir au moment d'une tentative de rapprochement avec Khartoum en 2016. Légende ou réalité, il était réputé être le fils adoptif d'Omar el-Béchir quand celui-ci, simple commandant militaire à Mayom dans l'actuel Etat de l'Unité, fut caché par une Nuer avant de pouvoir être évacué vers Bentiu puis Khartoum pour traiter ses blessures à la suite de combats contre la SPLA, peu avant de s'emparer du pouvoir en 1989³⁵.

En 2012 puis 2014, les autorités ont par ailleurs commencé à sponsoriser des pèlerinages à La Mecque et négocier une adhésion improbable à la Ligue Arabe qui visait en fait à gagner des soutiens extérieurs pour écraser les rebelles opposés à la prééminence des Dinka au sein de la SPLA³⁶. Ces rapprochements plus ou moins opportunistes n'ont certes pas été du goût de tous. En distribuant des vivres aux musulmans à la fin du Ramadan sans rien donner aux chrétiens au moment de Noël, le président Salva Kiir a prêté le flanc à des accusations de biais confessionnel. Il a notamment été suspecté de chercher à obtenir des financements des pays du Golfe et de la minorité arabe et commerçante de Djouba³⁷. Alors que des émissions de radios catholiques étaient censurées puis interdites par les autorités en 2017, certains y ont aussi vu des rétorsions contre les églises qui avaient critiqué la corruption du

³⁴ Salomon, Noah [2014], "Religion after the State: Secular Soteriologies at the Birth of South Sudan", *Journal of Law and Religion* vol.29, n°3, p.451.

³⁵ Berridge, Willow, Justin Lynch, Raga Makawi & Alex de Waal [2022], *Sudan's Unfinished Democracy: The Promise and Betrayal of a People's Revolution*, Londres, Hurst, ch.1.

³⁶ Entretien à Djouba le 20 mai 2024.

³⁷ Entretien à Djouba le 20 mai 2024.

régime et son incapacité à mettre un terme aux nombreuses guerres fratricides ayant ensanglanté le Soudan du Sud à partir de 2013³⁸.

Bien que catholique, Salva Kiir a en effet été humilié par l'archevêque de Djouba, Paulino Lukudu Loro. En poste de 1983 à 2021, ce père combonien lui a en l'occurrence demandé à mots couverts de ne plus venir importuner les paroissiennes avec ses gardes du corps armés, arguant qu'il était déjà sous la protection de Dieu à partir du moment où il entrait dans la cathédrale. A la place, il lui a proposé de venir donner des messes privées à la présidence. D'une manière générale, l'impopularité grandissante de Salva Kiir a obligé le chef de la SPLA à limiter tous ses déplacements à des manifestations publiques de crainte d'être hué, y compris à l'occasion de funérailles. Les catholiques n'ont donc pas été les seuls à faire les frais du regain d'autoritarisme du gouvernement. En pratique, les pouvoirs publics se sont aussi préoccupés des mouvements prophétiques les plus critiques à leur égard.

Il en est allé ainsi d'un Dinka de Djouba, Abraham Chol Maketh, qui avait récusé le Christ et qui se prenait tout à la fois pour Dieu et Abraham, en l'occurrence à la tête d'un mythique royaume antique de Kush censé couvrir des territoires immenses, du Soudan jusqu'au nord de la Somalie en passant par l'Éthiopie. Le leader et fondateur de la *Cush International Church* a notamment eu pour tort de prédire que Salva Kiir serait remplacé par un homme de l'Équatoria et que son gouvernement allait chuter au moment du dixième anniversaire de l'indépendance en 2021. Accusé de propagation de fausses nouvelles, d'incitation à la violence et d'outrage au chef de l'État, Abraham Chol Maketh a alors été arrêté et a passé plus d'un an et demi en prison sans être jugé, avant d'être gracié en 2023 à condition de se taire.

*Des églises qui ont une forte influence politique
mais qui n'interfèrent pas directement dans l'organisation du pouvoir*

Aujourd'hui, les églises du Soudan du Sud jouent surtout un rôle politique lorsque leurs messages et leurs sermons critiquent les autorités. Leur influence est d'autant plus forte que la population fait davantage confiance aux leaders religieux qu'aux chefs traditionnels ou au gouvernement si l'on en croit de récentes enquêtes³⁹. En l'absence

³⁸ Biar, Zechariah Manyok [2022], *Church, State & the Ethical Imagination: A Phenomenological Study of Christian, Cultural and Constitutional Value Clashes in South Sudan*, Osborne Park (WA), Africa World Books, p.80 & 84.

³⁹ Wilson, Jacqueline [2019], *The Religious Landscape in South Sudan*, Washington, United States Institute of Peace, 40p.

d'élections, les églises ne donnent certes pas de consignes de vote, pas plus qu'elles n'interfèrent directement dans l'organisation du pouvoir. Mais elles conservent une importante fonction de médiation qui leur a valu d'être omniprésentes dans la plupart des négociations de paix depuis la signature des accords d'Addis-Abeba sous la supervision du Conseil mondial des églises en 1972.

Dès avant l'indépendance en 2011, des prélats ont ainsi facilité de nombreux pourparlers, tant au nord qu'au sud du Soudan. À la suite d'une visite exceptionnelle du pape Jean-Paul II à Khartoum, le SCC a par exemple participé à une conférence de dialogue interreligieux organisée par la junte islamiste en 1993. Le NSCC, quant à lui, a été actif dans les zones libérées par la SPLA. Lors d'une réunion tenue sous les auspices de Riak Machar à Akobo près de la frontière éthiopienne en 1994, il a d'abord proposé ses bons offices pour régler des conflits qui avaient opposé les Lou et les Jikany, deux clans Nuer, en 1993. En 1998, il a ensuite organisé une conférence de paix à Lokichoggio au Kenya pour tenter de réconcilier les Dinka et les Nuer du Haut Nil et du Bahr el Ghazal. Les négociations ont abouti à la rédaction d'une déclaration d'entente proclamée début 1999 à Wunlit, un petit village sur la ligne de front entre les deux groupes.

Après la signature en 2005 d'un accord de paix général, le CPA (*Comprehensive Peace Agreement*), qui a conduit au référendum d'indépendance en 2011, les églises se sont par ailleurs impliquées dans les négociations qui ont abouti à la formation de gouvernements d'union nationale quand les hostilités ont repris au Soudan du Sud à partir de 2013. A Addis-Abeba de 2015 à 2018, par exemple, l'évêque anglican du diocèse de Rajaf, Enock Tombe, a activement participé aux négociations qui ont obligé le président Salva Kiir à partager le pouvoir avec ses rivaux. Les prélats catholiques n'ont pas été en reste. Récompensé du prix Sérgio Vieira de Mello en 2013, l'évêque de Torit, Paride Taban, a ainsi conduit les pourparlers qui ont permis la signature d'un cessez-le-feu entre les Murle de David Yau Yau et les Dinka Bor de la SPLA en 2014. De son côté, l'évêque de Yambio, Edward Hiiboro Kussala, a facilité en 2018 les négociations de paix entre la milice des Arrow Boys, le SPLM-IO (*Sudan People's Liberation Movement in Opposition*) de Riak Machar et le gouvernement au pouvoir à Djouba.

Loin des représentations opposant un Nord musulman et un Sud chrétien, les réalités locales du Soudan ont ainsi mis en évidence la fonction de médiation des églises dans des conflits d'ordre communautaire et non religieux. A l'occasion, des prélats ont certes pu tenir des prêches incendiaires qui ont enflammé les tensions ethniques. En général,

cependant, les représentants des églises ont plutôt fait preuve de tolérance sur le plan confessionnel. Après l'accord de paix de 2005 et l'indépendance en 2011, notamment, on n'a pas observé d'affrontements interreligieux et de volonté de revanche contre la minorité musulmane du Soudan du Sud.

Concrètement, les violences ont d'abord et avant tout relevé des contingences de guerres fratricides et elles n'ont épargné aucune communauté de croyances. À Bentiu en 2013, par exemple, des musulmans accusés de renseigner un groupe rival ont été brûlés vifs dans une mosquée. Les propriétés de commerçants musulmans ont également été pillées par des maraudeurs puis réquisitionnées en 2014 et 2018 avant que le président Salva Kiir n'ordonne leur restitution. Mais des chrétiens ont également été touchés par les violences. A Djouba en 2021, des confrontations avec la police ont ainsi fait deux morts et grièvement blessé un pasteur qui résistait à la destruction de son église sur des terres illégalement occupées et destinées à accueillir une extension du Parlement⁴⁰. Fin 2022 à Gogrial dans l'Etat de Warrap, des hommes en armes ont par ailleurs brûlé une église adventiste accusée de prêcher l'immoralité et de troubler l'ordre social en brûlant des fétiches traditionnels.

Au niveau local

Une culture de tolérance religieuse et une cohabitation pacifique entre musulmans et chrétiens

Plusieurs éléments expliquent la cohabitation pacifique entre musulmans et chrétiens au Soudan du Sud. Outre le positionnement laïc de la SPLA, la fluidité des affiliations confessionnelles, d'abord, n'est pas pour rien dans la culture de tolérance religieuse d'un pays polyglotte qui ne compte pas de mouvements extrémistes comme la LRA en Ouganda ou Boko Haram au Nigeria et au Tchad. Ainsi, il n'est pas rare qu'une même famille compte à la fois des chrétiens et des musulmans. Le frère du conseiller aux affaires islamiques du président Salva Kiir, Sheikh Juma Saeed Ali, est par exemple un prêtre anglican. En dépit des interdits de la tradition prophétique en vigueur dans le Nord, il arrive également que des Soudanais du Sud de confession chrétienne épousent des musulmanes. La capitale Djouba, en particulier, est très mélangée sur le plan religieux et les messes y sont alternativement conduites en anglais, en arabe ou en bari, la langue locale. Habité par des musulmans mariés à des Soudanaises du Sud, le quartier de Malakiyya est assez symbolique à cet égard. Son nom

⁴⁰ <https://www.eyeradio.org/juba-pastor-shot-at-over-land-dispute/?amp>

fait en effet référence à la versatilité des appartenances confessionnelles et vient des campements qui abritaient des esclaves affranchis et islamisés pendant la période mahdiste.

L'évangélisation récente de la population alimente certes le discours des musulmans selon qui l'islam serait la véritable religion du Soudan du Sud, bien avant l'arrivée du colonisateur. Mais les chrétiens rétorquent qu'historiquement, la parole de Jésus a précédé le récit de la tradition du prophète Mahomet. En témoigne l'émergence dans le nord du Soudan au 6ème siècle d'un royaume nubien qui a fini par disparaître et être islamisé au 15ème siècle. À leur manière, ces conflits de préséance ont ainsi pu révéler la prégnance de suspicions partagées entre les religions révélées.

Mais des suspicions partagées et une compétition rémanente entre les églises.

Du côté chrétien, l'heure est en principe à l'œcuménisme et non plus aux rivalités entre les missions qui s'étaient partagées le territoire du Soudan du Sud pendant la colonisation. Le contraste est saisissant si l'on en juge par l'évolution des positions du clergé au plus haut niveau. Le 10 février 1993, par exemple, le pape Jean-Paul II s'était rendu seul à Khartoum et sa visite officielle avait suscité des critiques car elle avait servi la propagande de la junte islamiste d'Omar el-Béchir. Deux ans plus tard, l'archevêque anglican de Canterbury, George Carey, avait au contraire refusé une invitation du gouvernement soudanais et préféré aller par lui-même à Djouba, provoquant une rupture des relations diplomatiques avec la Grande Bretagne. Depuis lors, cependant, la situation a complètement changé. Lors de sa visite à Djouba du 3 au 5 février 2023, le pape François était ainsi accompagné de l'archevêque anglican de Canterbury et du chef de l'église presbytérienne d'Ecosse.

La situation a également changé à l'intérieur du Soudan du Sud. Les déplacements liés à la guerre et aux luttes fratricides au sein de la SPLA ont en effet brouillé les cartes et obligé les églises traditionnelles à renoncer à leurs zones d'influence coloniales. Les catholiques, par exemple, se sont beaucoup étendus dans les parties centrale et orientale de l'Equatoria, ainsi qu'au nord dans l'État de l'Unité. Arrivés plus tardivement au cours des années 1980 et 1990, les Adventistes et les Témoins de Jéhovah se sont quant à eux dispersés à travers tout le territoire. Les fidèles de l'*Episcopal Evangelical Church of South Sudan*, qui n'appartiennent pas à la communion anglicane, se sont pour leur part implantés jusque dans les monts Nouba au Soudan du nord.

Les compétitions interconfessionnelles n'ont pas cessé pour autant. Très puritains et peu appréciés des commandants de la SPLA, qui y ont vu un facteur de désordre, les pentecôtistes ont d'abord entretenu des relations tendues avec les églises traditionnelles. Peu regardants sur les affiliations confessionnelles de leurs ouailles, ils ont notamment été accusés d'opportunisme en accueillant des chrétiens de tous bords. Dans un deuxième temps, cependant, les joutes verbales se sont apaisées et les pentecôtistes ont fini par accepter d'engager un débat théologique avec les églises traditionnelles, plutôt que de continuer à s'invectiver et à s'excommunier mutuellement.

CONCLUSION : DE NOUVELLES PERSPECTIVES

Depuis le temps des missionnaires coloniaux jusqu'à l'indépendance en 2011, la christianisation du Soudan du Sud a ainsi connu un bond fantastique que ne dément pas l'absence de statistiques publiques sur les affiliations confessionnelles de la population. Le processus s'est joué à plusieurs niveaux. Sur le plan religieux, d'abord, l'africanisation du clergé a été un élément essentiel des conversions de masses qui ont perduré tout au long de plusieurs décennies de guerres civiles. Sur le plan social, le basculement dans la chrétienté a aussi été un moyen d'accéder à une éducation moderne et, parfois, à une aide alimentaire et médicale. Sur le plan politique, enfin, les conversions ont été un important marqueur identitaire face aux tentatives d'islamisation de la junte autrefois au pouvoir à Khartoum. La SPLA l'a bien compris et, abandonnant les positions marxistes de ses débuts, elle a vite cherché à gagner le soutien des églises occidentales.

Aujourd'hui, cependant, le divorce semble consommé et les organisations confessionnelles ne se sont pas gênées pour critiquer un gouvernement corrompu et autoritaire sous l'égide d'un président cacochyme. Dans le même temps, la chrétienté a avancé en ordre dispersé et n'a jamais constitué de bloc monolithique. En dépit d'un œcuménisme de bon aloi, les compétitions intra et interconfessionnelles n'ont pas cessé. L'arrivée de pasteurs pentecôtistes, notamment, a parfois relancé les tensions. De plus, la récurrence de mouvements prophétiques difficilement classables et très éloignés des canons des églises traditionnelles est venue troubler les analyses par trop focalisées sur de possibles affrontements entre les deux principales religions du Livre. La christianisation du Soudan n'est sûrement pas terminée et elle peut encore prendre de nouvelles formes alors que les conflits armés au nord comme au sud ne sont nullement éteints.